

TEXTE  
D'ORIENTATION  
EN VUE DU 56ÈME CONGRÈS DE L'UNEF  
LYON - JUILLET 1967

A.G.E. DE  
SAINT-ETIENNE

L'Association Générale des Etudiants de Saint-Etienne propose aujourd'hui à la discussion des A.G.E. et des corpos ce texte d'orientation.

Il est devenu traditionnel de constater que l'U. N. E.F. vit en état de crise depuis plusieurs années.

On traduit trop souvent cette crise par la fausse alternative : soit la conception corporatiste - danger essentiel, d'autant que cette orientation est clairement défendue par le gouvernement - soit les conceptions étroites débouchant sur une minorisation critique du Mouvement.

Il nous a semblé indispensable, au travers d'une première analyse, de montrer qu'il est possible et nécessaire pour le syndicat, tout en luttant contre sa dénaturation corporatiste, de s'écarter résolument de toute minorisation.

En effet, pour rompre le cadre étroit d'une telle alternative, il est vital pour l'U. N. E. F. de développer la conception et la pratique du syndicalisme de masse basée essentiellement sur :

- la prise en charge de toutes les revendications des étudiants et le déploiement de luttes effectives, débouchant sur des perspectives démocratiques.

- le respect intangible des principes de la démocratie syndicale.

Faut-il rappeler que ce texte ne saurait être en aucun à prendre ou à laisser ?

Il est destiné à contribuer à la discussion préparatoire au Congrès.

Disons enfin qu'à notre sens il n'est ni solution, ni perspectives pour le Mouvement sans que tous ceux qui militent dans un tel esprit se retrouvent pour donner à l'U.N.E.F. la place qui lui revient.

LE BUREAU DE L'A. G. E. S. E.

## INTRODUCTION

Le 56<sup>ème</sup> Congrès de l'U. N. E.F. revêt une importance particulière.

En effet, le remodelage des structures universitaires par la mise en place systématique des réformes gouvernementales dans le Supérieur, et les récents projets de la commission AIGRAIN où les mesures visant les I.P.E.S. aggravent les difficultés que rencontrent les étudiants et mettent en cause pour un grand nombre d'entre eux la possibilité même de poursuivre leurs études. Ils sont, en effet, menacés soit d'élimination de l'Université, soit d'être rejetés vers les cycles courts.

Ces réformes, qui constituent une tentative d'adapter le système d'éducation aux exigences actuelles, ont pour conséquences une élévation insuffisante du niveau culturel de l'ensemble de la population et de graves carences dans la formation des ingénieurs, des chercheurs, des techniciens et des enseignants. Elles menacent donc le développement de l'éducation, des sciences et des techniques et perpétuent un écart considérable entre la masse des étudiants et une petite " élite " recrutée essentiellement sur une base sociale.

Pour tenter d'imposer une telle politique, le pouvoir multiplie les attaques contre l'U.N.E.F.

1-- Dans l'ensemble de l'opinion publique il mène une campagne de dénigrement de l'U.N.E.F. axée sur les thèmes rebattus de l' " inutilité " et de l' " inefficacité " syndicale.

2-- Aux interventions spécifiques du Mouvement dans le milieu il riposte par la remise en cause des libertés syndicales, notamment dans les campus et les cités.

3-- Enfin, après avoir créé la F.N.E.F. qu'il continue à soutenir, le pouvoir utilise les directions des A.G.E. dites " majos " afin de détourner les étudiants de l'action revendicative et de dévoyer leurs luttes.

Ces attaques (notamment le soutien par le pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur de l'U.N.E.F., des dirigeants " majos ") sont d'autant plus dangereuses qu'elles s'appuient et spéculent sur les difficultés actuelles que connaît le Mouvement.

La racine de ces difficultés réside, pour l'essentiel, dans la volonté de faire de l'U.N.E.F. un groupement étroit et minoritaire, dans le refus des luttes réelles, dans le plaquage arbitraire de préoccupations extérieures à l'action du syndicat, conduisant à des pratiques contraires à la démocratie syndicale.

De telles difficultés ont conduit à un certain affaiblissement de l'U. N. E. F. à la restriction de son audience, et à sa plus grande vulnérabilité aux coups qui lui sont portés.

Pourtant il est aujourd'hui plus que jamais possible pour le Syndicat de mener contre la politique gouvernementale des luttes efficaces conformes aux intérêts des étudiants et à la volonté d'un grand nombre d'entre eux.

L'inquiétude et le mécontentement sont profonds à l'Université contre la politique gouvernementale. Certaines expériences réalisées cette année par des A.G.E. et des corpos prouvent d'ailleurs que de puissantes luttes revendicatives peuvent se développer à l'Université comme dans le reste du pays.

Les possibilités d'intervention du syndicat se trouvent en effet renforcées, dans la situation actuelle. L'existence et les progrès d'un courant unitaire de la gauche, l'affaiblissement du pouvoir après les dernières élections législatives, qui le conduit à utiliser des méthodes antidémocratiques (procédure des pouvoirs spéciaux), l'accord C.G.T. - C.F.D.T. l'ampleur de l'unité intersyndicale et de la riposte des travailleurs, le 17 Mai, ouvrent des possibilités effectives d'élargissement et de succès des luttes étudiantes. Ce fut déjà le cas le 17 Mai où les étudiants ont participé nombreux aux grèves et manifestations pour la défense de leurs revendications.

Mais le développement de ces luttes a pour condition l'existence d'un grand syndicat de masse, organisant l'action pour la défense des revendications des étudiants et pour une réforme démocratique de l'enseignement conforme à leurs intérêts, proposant des formes de luttes adéquates, susceptibles de mobiliser les forces suffisantes pour une intervention efficace.

C'est donc la tâche du 56<sup>ème</sup> Congrès de prendre les mesures nécessaires pour que, rompant avec les pratiques qui l'ont affaibli, et condamnant fermement tout " corporatisme ", l'U.N.E.F. se donne les moyens d'organiser les luttes qui sont rendues indispensables par la situation de l'Université et des étudiants.

## SITUATION DES ETUDIANTS ET DE L'UNIVERSITE

---

Cette année a été marquée par un accroissement sensible des difficultés que connaissent les étudiants pour poursuivre leurs études. En effet le fait majeur qui a dominé la dernière rentrée est la mise en place systématique de la réforme dans le Supérieur.

Elle entraîne un bouleversement des structures et du fonctionnement de l'Université et constitue une tentative du pouvoir d'adapter le système d'éducation aux exigences actuelles et en premier lieu aux nécessités de l'économie,

### A) - LA MULTIPLICATION DES BARRAGES

La première conséquence pour les étudiants est de multiplier les barrages et les impasses avec l'introduction dans le supérieur du dualisme entre voies courtes et voie longue qui caractérisait déjà l'enseignement secondaire. Cette structuration de l'enseignement maintient la sélection qui s'opère pour l'essentiel sur la base de l'origine sociale.

Le tri s'effectue dès la fin du CM2, le taux d'admission en classe de 6ème variant du simple au double selon l'origine sociale; la répartition est plus grave encore entre 6ème du C. E. G. et 6ème de lycée ; une démarcation sociale est imposée entre enseignement classique et enseignement moderne; de nombreuses mesures d'élimination sont prises entre la 3ème et la 1ère .

Les récentes déclarations de Peyrefitte à l'Assemblée Nationale ainsi que la nouvelle prise de position du doyen Zamanski font peser la menace d'une aggravation du système par la limitation du baccalauréat à un diplôme de fin d'études secondaires et l'instauration d'un examen d'entrée dans les facultés.

A l'Université est instituée la séparation entre la voie longue de la maîtrise et la voie courte de la licence. De plus, les I. U. T., coupés de l'Université, dispensent un enseignement étroitement spécialisé.

Ainsi apparaît la volonté de former à tous les niveaux les tranches de main d'oeuvre dont les grandes sociétés privées ont besoin. Pour imposer aux étudiants ces nouvelles structures, diverses mesures contraignantes sont mises en oeuvre. Alors qu'un grand nombre d'étudiants, et notamment ceux qui travaillent pour gagner leur vie, ne peuvent satisfaire à cette exigence, le pouvoir impose l'obligation d'assister aux cours.

Alors que les échecs aux examens sont dus pour une grande part aux difficultés d'études, l'élimination est prévue à partir du deuxième échec au cours du premier cycle en sciences et en lettres ( ou des deux premières années de droit).

Outre ces difficultés d'études, diverses mesures tendent à l'institution d'une orientation autoritaire à la fin du premier cycle. C'est le cas pour les boursiers qui perdraient le bénéfice de leur bourse, s'ils engageaient dans une voie autre que celle qui leur est " conseillée ". C'est le cas pour les ipésiens qui se voient contraints de suivre la voie courte. Les plus sérieuses menaces pèsent sur l'avenir même des I. P. E. S. A la diminution du nombre de postes créés, s'ajoute le regroupement des I.P. E.S. de chaque discipline dans un nombre limité de villes universitaires. Enfin la suppression du salaire des I. P. E.S. et son remplacement pour une bourse d'études est en projet.

Il apparait ainsi, que les réformes sont fondées sur la volonté de ségrégation sociale, d'une part, qu'elles sont étroitement liées et s'appuient sur les difficultés d'études, d'autre part.

## B) - LES CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

En effet, la mise en oeuvre des réformes va de pair avec la perpétuation d'une grave insuffisance des moyens de l'enseignement.

L'U. N. E.F. se doit de prendre en compte la mise en service normale et indispensable - de réalisations nouvelles. Cependant, sa réponse passe nécessairement par le dévoilement de la finalité et des modalités des réformes actuelles, par la dénonciation de l'utilisation démagogique de certaines réalisations par le pouvoir, et par la démonstration de fait de la perpétuation d'une criante insuffisance de moyens. Car le gouvernement ne subvient même pas aux prévisions de ses propres planificateurs !

La réduction de 16,4 % l'an dernier à 15,9 % cette année de la part du budget de l'Education Nationale dans le budget national est déjà significative.

Après n'avoir assuré qu'à 80% la réalisation du 4<sup>ème</sup> Plan dans le domaine de l'enseignement, le gouvernement a réduit de 40 % les crédits jugés " indispensables " par la Commission du 5<sup>ème</sup> Plan. Le 5<sup>ème</sup> Plan place d'ailleurs la constitution d'une force de frappe inutile pour la sécurité, dangereuse pour la paix, ruineuse pour l'économie, au premier rang de ses objectifs.

## I - AGGRAVATION DES CONDITIONS DE VIE DES ETUDIANTS

Les conditions de vie des étudiants connaissent une aggravation sensible.

### a/ De grandes difficultés

L'insuffisance du nombre et du taux des bourses devient plus aiguë. Cette année 8 000 bourses seulement ont été créées contre 9 890 l'année précédente pour une augmentation similaire de 47 000 étudiants. Le taux moyen des bourses de 2. 250 f est ridiculement bas. Son évolution ne suit même pas la hausse du coût de la vie. Ceci explique qu'au moins 20% des boursiers soient contraints de se livrer à un travail noir.

Les conditions de logement sont également fort précaires. Malgré les créations récentes il manque 20 000 chambres en cités pour atteindre le minimum reconnu par le C. N. O. de 20% d'étudiants logés en cités. Les loyers en cité ont subi d'importantes augmentations. Le prix des chambres en ville atteint fréquemment 150 à 200 f sans qu'elles offrent toujours les éléments de confort indispensables.

Il manque fréquemment un grand nombre de places en restaurants universitaires ce qui entraîne de longues attentes et la qualité des repas laisse souvent à désirer.

L'ensemble des difficultés de vie explique que 40% des étudiants soient contraints d'être salariés à divers titres. Un grand nombre travaillent pour l'éducation nationale comme M. L., S. E., M. A. ou A. E. R. N. L. D'autres se livrent aux formes les plus diverses de travail noir. En rendant presque impossible l'assiduité aux cours, en augmentant considérablement les difficultés de succès aux examens (90 % d'entre eux échouent), le travail extra-universitaire place les étudiants qui s'y livrent au rang des premières victimes des mesures d'orientation vers les voies courtes et d'élimination par l'échec qui menacent tous les étudiants.

### b/ De nouvelles menaces

Les projets gouvernementaux en matière de sécurité sociale visent à augmenter les cotisations et diminuer les prestations. On peut par ailleurs redouter une remise en cause par le pouvoir de la gestion démocratique du régime étudiant par les intéressés eux-mêmes. Ces projets dont l'orientation contraire aux intérêts des assurés est soulignée par la demande des pouvoirs spéciaux pour les mettre en oeuvre, risquent de porter gravement atteinte au droit à la santé des étudiants.

L'U. N. E. F. prendra toutes les mesures pour développer une lutte unie avec l'ensemble des assurés sociaux pour la défense, l'amélioration et l'extension de la Sécurité Sociale.

Une nouvelle confirmation de l'essence rétrograde de l'orientation du gouvernement est donnée par la publication du rapport de la Commission Aigrain.

Le rapport Aigrain exprime ainsi son orientation " Pour la conduite de ses travaux la commission avait le choix entre deux lignes générales :

soit essayer de définir quels seraient dans l'absolu le montant nécessaire de l'aide aux étudiants et les meilleures solutions possibles, soit au contraire, compte tenu de dotations budgétaires d'un ordre de grandeur comparable à celui des dotations actuelles, tenter d'apporter des améliorations au système existant " ! " La commission a, dès sa première séance, choisi de se placer dans cette seconde optique". Quelques réserves à cette option suivent.

Ce document constitue en effet, au travers d'une multiplicité de propositions hétérogènes, l'expression consécutive de la conception gouvernementale dans le domaine spécifique des oeuvres et des bourses :

- Il demande " en premier temps" le doublement du prix du ticket du restaurant universitaire ;

- Il suggère que les étudiants " ne prenant pas dans le restaurant universitaire la quasi-totalité de leur repas " ne pourraient prétendre à un abonnement et paieraient un prix plus élevé;

- Il propose la réduction du nombre des bourses par la suppression des bourses de faible taux.

La subordination de l'attribution des bourses à des critères scolaires et universitaires plus sévères,

le refus de leur attribution aux étudiants qui auraient obtenu l'examen du baccalauréat après " 20 ou 21 ans ",

la suppression du bénéfice des oeuvres universitaires en cas de retrait des bourses;

- il avoue que seuls des facteurs conjoncturels (la résistance du milieu) interdisent à la Commission de proposer à l'échelle nationale la substitution du système rétrograde des prêts remboursables (qui recueille la faveur de ses membres) à celui des bourses et envisage l'expérimentation partielle d'un tel système;

- il prévoit de nouvelles atteintes à la cogestion;

- il appelle l'attention du ministre sur le montant "considérable" du budget accordé aux IPES.

Dans un tel contexte de démantèlement du système d'aide aux étudiants la proposition " compensatoire " selon laquelle "une somme d'argent plus importante serait donnée chaque mois aux étudiants qu'il paraît souhaitable d'aider " ne saurait être qu'équivoque, dérisoire et démagogique:

- équivoque puisque la Commission affirme préalable au système des bourses celui des prêts d'honneur remboursables et réclame une plus large application de ce dernier ;

- dérisoire puisqu'une réserve vient aussitôt tempérer la promesse citée : " à charge pour eux (les étudiants qu'il paraît souhaitable d'aider) de payer à leur vrai prix les prestations dont ils bénéficient et d'organiser leur budget en conséquence ";



- démagogique enfin, puisqu'à la précision financière extraordinaire des propositions lésant les intérêts des étudiants s'opposent le flou remarquable des formulations et l'absence totale d'une évaluation chiffrée de la proposition d'augmentation du taux de certaines bourses.

Il est donc aberrant comme certains ont voulu le prétendre d'affirmer que ces propositions auraient pour résultat une amélioration de la situation des étudiants les plus défavorisés alors que précisément l'application de ces propositions aboutirait au résultat inverse.

Le taux des bourses est resté stationnaire depuis plusieurs années et a pris un retard important sur le coût de la vie. Preuve en est que 20% des étudiants boursiers sont obligés de travailler. Le caractère démagogique des mesures proposées réside dans la tentative du pouvoir d'utiliser une augmentation du taux des bourses à laquelle il est contraint pour retirer à la masse des étudiants de nombreux avantages et des subventions dont la charge lui incombe.

Juxtaposée au silence éloquent du rapport Aigrain relatif au grave problème des étudiants qui travaillent pour financer leurs études, la thèse gouvernementale selon laquelle ce problème relève de l'éducation permanente, traduit :

- une nouvelle consécration gouvernementale de la conception du doyen Zamansky qui les considère comme des " étudiants fantômes"
- une nouvelle confirmation de la volonté d'exclure ces étudiants de l'Université.

Notons enfin que la proposition " compensatoire" ne s'applique qu'à certains étudiants boursiers alors que la mise en oeuvre des propositions de la Commission Aigrain entraînerait pour tous les autres étudiants, le retrait sans aucune compensation du bénéfice des oeuvres universitaires.

## II - LES CONDITIONS D'ETUDES

Les mauvaises conditions d'études constituent une difficulté supplémentaire dans la poursuite des études. Certes de nouvelles facultés ont été mises en service. De graves carences de locaux n'en demeurent pas moins.

D'une part dans de nombreuses villes il subsiste des locaux surchargés. Souvent les locaux neufs s'avèrent insuffisants dès leur ouverture.

D'autre part il manque de nombreux locaux adaptés à un enseignement moderne notamment des salles de travail, des bibliothèques, des laboratoires disposant d'un appareillage moderne.

Enfin les nouvelles facilités sont le plus souvent des campus coupés des villes et de leur vie sociale. Privés des équipements sociaux-culturels, sportifs, sanitaires, indispensables desservis par des moyens de transport gravement insuffisants et extrêmement onéreux, ces campus créent pour leurs étudiants des difficultés supplémentaires dans la poursuite

de leurs études.

Les carences en encadrement constituent un obstacle majeur à tout enseignement vivant et actif. Loin d'aller en s'améliorant le taux d'encadrement se dégrade d'année en année. Il était en 1965-1966 de 1 enseignant pour 22,4 étudiants. Les postes créés en 1966-1967 correspondent à un taux d'encadrement de 1 enseignant pour 27,7 étudiants. Cette situation a des conséquences graves pour les enseignants eux-mêmes qui ont les pires difficultés pour consacrer le temps nécessaire à la recherche, ce qui a des répercussions sur le contenu de l'enseignement lui-même.

Les mauvaises conditions d'enseignement expliquent pour l'essentiel l'importance des échecs aux examens. Le pouvoir tente ainsi de justifier ses réformes (nécessité d'éliminer les "étudiants fantômes" en s'appuyant sur une situation dont il est lui-même responsable.

### C) - INADAPTATION DE L'ENSEIGNEMENT

Les réformes gouvernementales, en modifiant profondément les structures du système d'enseignement, constituent une tentative d'adaptation, mais en fait elles correspondent aux besoins de l'économie tels qu'ils sont définis notamment dans le Vème plan.

Il en résulte que l'Université demeure profondément inadaptée aux nécessités de notre époque, à celles du plein développement de l'économie, elle ne répond pas à l'impératif social et économique de la démocratisation.

### I - INADAPTATION DU CONTENU ET DES METHODES DE L'ENSEIGNEMENT.

Les nouvelles structures de l'Université mises en place, si elles répondent à la volonté du pouvoir de former les cadres dont l'économie privée a besoin vont à l'encontre des indispensables liaisons entre enseignement général et spécialisé, enseignement et recherche, enseignement et pratique.

La séparation entre enseignement général et spécialisé est contraire à l'exigence de production et de transmission du savoir au plus grand nombre, qui demeure l'une des fonctions essentielles de l'université, dont la mission ne se réduit nullement à une tâche d'apprentissage professionnel.

Du fait de l'interpénétration croissante des sciences, qui va de pair avec leur spécialisation, l'acquisition d'une spécialité passe nécessairement par l'acquisition d'une ample formation générale de base.

Les nouvelles structures sont donc contradictoires avec le souci indispensable de formation générale et de recyclage impliqués par l'accélération des progrès scientifiques et techniques et la réduction du temps de mise en application des résultats de la recherche théorique.

Par ailleurs elles négligent la fonction de diffusion de la culture qui fait partie intégrante des tâches de l'Université. Enfin la formation du citoyen, qui est un élément essentiel de l'éducation, est totalement absente des programmes de l'Université.

Le pouvoir ne conçoit la liaison entre recherche et formation qu'au degré de l'enseignement " véritablement supérieur " pratiquant une politique restrictive qui interdit l'accès à la recherche d'une grande majorité des étudiants, et qui freine dangereusement le développement indispensable de la recherche à une plus grande échelle.

L'élargissement de la coupure entre enseignement et recherche porte atteinte à la nécessaire harmonie entre le contenu, les formes et les méthodes de cet enseignement et l'incessant développement de la science et des divers champs de la vie culturelle et sociale.

De même, la fonction pédagogique de l'Université ne saurait s'accomplir que dans le lien entre formation et pratique . La séparation élargie entre ces deux moments nécessaires de l'acquisition du savoir, débouche sur la parcellarisation du travail et la formation de tranches de main d'oeuvre à qualifications diverses prédéterminées.

L'inadaption se traduit encore par une imperméabilité de l'enseignement aux expériences du monde et un divorce entre la vie et les études tendant à dépouiller la pédagogie de sa fonction éducative.

Ceci pose le problème des méthodes de l'enseignement qui ne sauraient se limiter à une assimilation livresque mais devraient au contraire permettre une participation active des étudiants. Ceci implique un contenu de l'enseignement lié à la pratique et à la recherche. Ceci implique surtout les moyens naturels et le potentiel humain suffisants, c'est-à-dire d'une part les locaux et équipements indispensables et d'autre part que la norme d'encadrement maximale de un enseignant pour dix étudiants soit progressivement atteinte. Ceci implique enfin la mise en oeuvre de nouvelles méthodes pédagogiques et le développement de la recherche en ce domaine.

## II - LA MAIN MISE DES INTERETS PRIVES

La nécessaire liaison entre l'Université et l'économie s'accomplit uniquement en fonction des objectifs du patronat qui vise à instaurer sa mainmise sur l'institution universitaire. Ceci est manifeste notamment pour la recherche: la subordination croissante des organismes de recherche aux intérêts privés, ainsi que le financement par l'Etat de la recherche privée, constituent tout à la fois, l'explication et l'objectif déterminant de la politique gouvernementale en cette matière.

Mais l'exemple le plus net est celui des I. U. T, qui dispensent un enseignement étroitement utilitaire imposant des spécialisations prématurées sans formation générale de base. Ces I. U. T. coupés des facultés, sont étroitement soumis au patronat qui participe directement à leur gestion. Il faut d'ailleurs noter qu'il réclame l'extension de cette participation à l'ensemble de l'Université, proposition reprise notamment au colloque de Caen.

Il faut enfin noter l'organisation des stages qui le plus souvent est unilatéralement contrôlée par le patronat. Ainsi la lutte contre cette mainmise des intérêts privés sur l'Université fait partie intégrante de l'intervention du Syndicat.

### III - LE REFUS DE LA DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT, UNE POLITIQUE QUI NE REpond PAS AUX BESOINS

Les discours de Peyrefitte sur la démocratisation de l'enseignement ne peuvent masquer le fait que le recrutement de l'enseignement est pour l'essentiel le résultat d'une impitoyable sélection sociale. 13% des étudiants sont issus de la classe ouvrière et de la paysannerie, qui pourtant représentent la majorité de la population active (1).

Outre l'injustice sociale flagrante de cette situation, l'inadéquation aux nécessités et aux besoins nouveaux reste le second trait dominant de notre système d'éducation et le signe le plus patent en est le refus de l'accès à la culture de millions d'intelligences et de talents. Il en résulte pour la nation un niveau moyen inférieur aux exigences du monde actuel.

Ainsi en 1962, un peu plus de la moitié de la population active n'avait aucun diplôme, un peu plus du tiers n'avait que C.E.P. Selon les évaluations émanant du Conseil Economique et Social, le retard de la France en ce qui concerne la formation d'ingénieurs, qui est déjà de 15% atteindra 25 % en 1970.

A l'insuffisance du niveau moyen dans le domaine de la formation générale s'additionnent les graves carences de la formation technique : en effet, sur cent enfants d'ouvriers ayant une réussite scolaire bonne ou excellente, 28 commencent à travailler sans aucun apprentissage et 50% des jeunes de 16 ans entrent dans la vie active sans avoir reçu de formation professionnelle dans un établissement scolaire. L'apprentissage est bien souvent en fait une utilisation des jeunes comme sous-professionnels surexploités.

Des déséquilibres entre les diverses branches subsistent auxquels

le pouvoir semble se refuser à remédier. Alors que le pays manque d'étudiants dans les disciplines scientifiques on assiste à une diminution relative et parfois absolue des étudiants en Sciences, et à la diminution du nombre des candidats au Bac -Maths-élems comme en 1967. Il faut également, souligner les graves insuffisances en matière de formation des enseignants tant par leur nombre que par la formation qui leur est donnée.

Un deuxième signe de l'inadaptation est le faible rendement de l'enseignement à tous les niveaux. Dès le CM2, les retards scolaires affectent plus de 50 % des élèves. Mais c'est dans l'enseignement supérieur que le pourcentage d'échecs apparait le plus désastreux, et particulièrement dans le premier cycle.

Ceci est directement lié au devenir des étudiants car "l'équilibre souhaitable" dont parlent les circulaires ministérielles indique que seulement 9% des jeunes d'une classe d'âge seront admis à l'Université, la grande majorité d'entre eux devant encore se limiter à la licence en 3 ans.

De même, les perspectives offertes aux étudiants qui s'engagent dans la voie courte, se réduisent aux rudiments indispensables pour le métier. C'est le cas de celles offertes aux futurs enseignants formés par la licence courte. Enfin le maintien des échecs à un taux considérablement élevé qui interdit à 72% des étudiants qui s'inscrivent en faculté d'atteindre avec succès la fin du second cycle, aboutit à une augmentation des coûts collectifs et individuels de l'enseignement et sacrifie l'avenir d'une large fraction de la jeunesse;

Telles sont les dangereuses résultantes des réformes gouvernementales et des difficultés croissantes de vie et de travail universitaires, de la carence de moyens matériels et de potentiel humain consacrés au service de l'Université.

#### D) - LA MISE EN CAUSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES

Pour tenter d'imposer sa politique, le gouvernement s'en prend aux droits démocratiques des étudiants. A l'image de ce qui se fait dans le pays (pouvoirs spéciaux, sujétion de l'ORTF, etc. , . ) il cherche tout à la fois à tromper les étudiants par une offensive démagogique, à les intimider, à leur ôter tout sens des responsabilités, et à affaiblir, discréditer l'U.N.E. F. et les autres organisations démocratiques étudiantes.

Sa campagne démagogique s'articule autour de l'idée que ses réformes répondent tout à la fois à des nécessités techniques et aux impératifs de la démocratisation de l'enseignement, alors qu'elles ne répondent qu'aux besoins de l'industrie privée et perpétuent la ségrégation sociale. Cette démagogie spéculé sur les inquiétudes des étudiants, notamment lorsqu'elle présente les voies courtes et les I. U. T. comme étant la solution aux problèmes de la formation professionnelle et des débouchés.

Dans les facultés, écoles, cités universitaires, tout est mis en oeuvre pour empêcher les étudiants de prendre conscience des grands problèmes sociaux et politiques. Le régime qui diminue les heures d'enseignement, d'Histoire et de Philosophie est aussi celui qui interdit toute réunion ou conférence à l'Université, qui refuse les crédits nécessaires aux clubs culturels, qui interdit la vente de journaux, dans les campus, etc...

D'autre part, le pouvoir cherche à éloigner les étudiants de toute forme de participation démocratique : la cogestion est bafouée, les activités culturelles limitées, voire contrôlées....

Mais il va aussi plus loin : après avoir créé la F. N. E.F., le pouvoir a continué et continue à attaquer l'U. N. E.F. suscitant difficultés matérielles, juridiques, politiques de toutes sortes. Il a limité sa représentation dans les organismes de cogestion. Il cherche à limiter ses activités en la privant de locaux (par exemple dans les campus nouvellement construits), en empêchant les distributions de tracts et de journaux syndicaux par l'intervention de la police, etc...

Des campagnes de presse sont menées systématiquement pour dévoyer les luttes étudiantes, comme dans les cités universitaires où les provocations policières s'accompagnent de sanctions particulièrement abusives et scandaleuses.

Attaquant les droits et les organisations démocratiques des étudiants, le pouvoir cherche donc à les empêcher de défendre leurs revendications essentielles, de lutter pour une réforme démocratique de l'enseignement.

## E) - CONCLUSION

Ainsi il s'agit d'une politique cohérente dont les différents aspects sont intimement liés. La mise en place des nouvelles structures s'appuie sur l'insuffisance des moyens de l'enseignement, sur les difficultés des conditions de vie et d'études des étudiants.

Il faut donc souligner l'unité de la politique du pouvoir. En effet on ne peut comme certains le prétendent opposer les structures aux moyens, les conditions d'études aux conditions de vie. Comment par exemple revendiquer de nouvelles méthodes d'enseignement sans, en même temps, lutter pour défendre les étudiants qui sont obligés de travailler en dehors de leurs études ?

Ainsi loin d'opposer revendications «universitaires» et revendications "sociales", l'U. N. E.F. prend en charge l'ensemble des revendications des étudiants permettant d'aller dans le sens d'une réforme démocratique de l'enseignement conforme à leurs intérêts.

Il faut également souligner que la politique universitaire fait partie intégrante de la politique économique et sociale du gouvernement. Elle traduit ses choix budgétaires, sa politique économique de l'emploi, elle traduit sa conception de la culture. On ne saurait donc isoler les revendications des étudiants sous prétexte d'une prétendue "autonomie" de l'institution universitaire. Au contraire, c'est en reliant ses revendications aux luttes d'ensemble des syndicats contre la politique économique et sociale du pouvoir que l'U. N. E.F. créera les conditions du développement des luttes revendicatives des étudiants et leur assurera leur efficacité maximale.

Dans la période actuelle, la multiplication des mesures gouvernementales frappant les étudiants va de pair avec la multiplication des mesures visant de nombreuses couches sociales.

Par la procédure des pleins pouvoirs, le gouvernement envisage de se livrer à de nouvelles attaques, notamment contre la Sécurité Sociale.

Face à cette offensive s'impose donc la nécessité de la lutte des étudiants pour la défense de leurs intérêts et plus largement d'une riposte unie et efficace de l'ensemble des organisations syndicales et démocratiques.

## LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES

Avec la mise en place des réformes et les nouvelles menaces, qui pèsent sur leurs conditions de vie et d'études, un nombre toujours plus grand d'étudiants prennent conscience du caractère néfaste de la politique gouvernementale. Actuellement des possibilités nouvelles existent pour que cette prise de conscience s'exprime par le développement de puissantes luttes étudiantes.

La détermination par le Mouvement d'une plate-forme générale répondant aux intérêts immédiats et d'avenir des étudiants est donc indispensable. A ce sujet, soulignons qu'il n'est nulle contradiction, nulle priorité entre les luttes revendicatives immédiates et l'élaboration d'une politique universitaire générale, la lutte pour la démocratisation de l'enseignement. Afin de créer les conditions d'un large mouvement de masse des étudiants, l'U. N. E. F. se doit au contraire de lier la défense de leurs revendications les plus brûlantes à la lutte cohérente pour une réforme démocratique de l'enseignement intégrée à des changements démocratiques d'ensemble.

### A - LE DEVELOPPEMENT LES LUTTES.

En effet, la situation que connaissent aujourd'hui les étudiants, les menaces nouvelles qui pèsent sur leur avenir débouchent sur l'urgence de luttes revendicatives d'ampleur.

#### I - Lutttes Revendicatives :

Par le développement des luttes, le pouvoir peut être contraint à des reculs aussi bien en ce qui concerne la situation matérielle de l'Université et des étudiants, que sur certains points de ses réformes, comme ce fut le cas à propos de l'instauration d'un " nunerus clausus " à l'entrée en Faculté, d'une orientation autoritaire à la fin du 1er cycle, ou de la durée de la licence. Par exemple à l'heure actuelle, il est possible d'empêcher la mise en oeuvre des mesures contre les I. P. E. S. et les projets de la commission Aigrain.

1 - En premier lieu, l'U. N. E. F. lutte contre les mesures antidémocratiques du pouvoir qui oblitèrent gravement l'avenir de l'Université et des étudiants

- . contre la limitation du nombre des étudiants, les barrages successifs et les mesures d'élimination par l'échec,
- . contre la dualité de l'enseignement supérieur (cycle long d'une part, cycle court et IUT d'autre part, et contre les orientations autoritaires à la fin du 1er cycle).
- . pour un système d'équivalence permettant à tous d'accéder à la maîtrise

.../...



. contre l'obligation d'assister aux cours sans qu'en soient donnés les moyens, et plus généralement contre toute limitation du droit aux études des étudiants salariés.

. contre les mesures visant les I. P. E. S., pour leur maintien et leur élargissement

## 2 - Dans le même temps, l'U. N. E. F. entraîne les étudiants à lutter pour obtenir des conditions de vie meilleures :

. construction et équipement de locaux, de laboratoires, de bibliothèques, adaptés à un enseignement actif et lié à la recherche.

. création de nombreux postes d'enseignants, formation d'enseignants qualifiés et revalorisation de la fonction enseignante.

. aménagement des conditions de travail et d'études des étudiants salariés.

. gratuité effective des études et notamment création de centres de photocopie gratuits et cogérés.

## 3- Pour que les étudiants puissent se consacrer pleinement et sans obstacle matériel à leur travail, une amélioration de leur condition de vie est nécessaire :

. pour la défense, l'amélioration et l'extension de la sécurité sociale étudiante

. opposition aux projets de la commission Aigrain contre les Oeuvres Universitaires,

. pour leur extension et leur cogestion démocratique,

. pour l'augmentation immédiate du nombre et du taux des bourses,

. pour le versement d'un 4ème terme de bourse assurant le droit aux vacances des étudiants,

. pour la construction de chambres en grand nombre dans les cités, à des loyers accessibles, et pour des équipements socio-culturels (notamment médicaux, crèches, etc... ),

## 4- L'U.N. E. F. s'oppose à l'immixtion des intérêts privés dans l'Université, source de subordination et d'étouffement de la recherche et de la science.

Elle s'oppose à l'introduction des représentants du patronat à l'Université (notamment dans les I.U.T.), à la préembauche privée et s'affirme pour des stages démocratiquement organisés.

5- Toutes ces propositions nécessitent un accroissement important des crédits de l'Éducation nationale.

Cette revendication sera donc étroitement liée aux actions menées sur les thèmes ci-dessus.

6 - Enfin le mouvement à tous les niveaux doit réagir aux attaques du pouvoir et prendre la défense des libertés syndicales et démocratiques des étudiants :

- . pour les libertés politiques et syndicales à l'Université ; dans les cités, les lycées, etc...
- . contre les discriminations dont sont victimes les étudiants étrangers,
- . pour les règlements intérieurs démocratiques dans les cités, lycées, etc

Le développement des luttes pour les revendications correspond à la nécessaire prise en charge par le syndicat de tous les problèmes auxquels se trouvent confrontés les étudiants.

Il est erroné d'opposer ces luttes partielles ou qui se développent en fonction des problèmes posés localement, avec des actions d'envergure, d'ampleur nationale. La logique d'une telle position aboutit en effet au refus des luttes et donc en dernier ressort, à laisser le pouvoir mettre en oeuvre ses réformes sans organiser la riposte des étudiants.

Ces luttes sont en effet utiles, indispensables. D'abord pour les succès qu'elles permettent d'obtenir en ce qui concerne l'amélioration de la situation des étudiants, et parce que ces succès entravent la mise en oeuvre de la politique rétrograde du pouvoir et préservent ainsi l'avenir.

Elles trouvent également leur validation par le fait qu'elles sont une contribution importante au développement de luttes d'ampleur nationale, portant sur des objectifs d'ensemble.

Car la nécessaire convergence des luttes ne saurait être le résultat d'une "unification du milieu " par un mot d'ordre, quel qu'il soit, qui aurait cette "propriété unifiante ". Au contraire, elle résulte de la prise de conscience, dans les actions les plus diverses, du fait que toutes les difficultés rencontrées par le milieu ont leur origine dans une seule et même politique, et que donc une action d'ensemble est nécessaire pour imposer des solutions.

II- La Lutte Pour Une Réforme Démocratique de l'Enseignement

En effet, seule une réforme d'ensemble du système d'enseignement peut apporter une réponse durable aux problèmes actuels. La lutte pour une telle réforme démocratique de l'enseignement mettra en place les structures, donnera les moyens, établira des programmes favorisera les méthodes d'enseignements permettant d'acquérir une formation conforme aux exigences actuelles. Elle est conforme à leurs intérêts d'avenir en contribuant à doter la France d'un système d'enseignement répondant aux nécessités du développement économique et social et plus largement en participant à des changements permettant la mise en oeuvre d'une politique économique et sociale

assurant leur devenir professionnel et de citoyens.

Une telle réforme de l'enseignement s'appuierait sur les principes suivants :

a) - Démocratisation du recrutement : l'instauration d'une Université démocratique ne pourra être réellement réalisée sans une démocratisation de l'enseignement à tous les niveaux.

Et notamment grâce à la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, et la mise en place progressive d'un tronc commun dans le secondaire. Ce tronc commun permettrait d'offrir à tous les jeunes une chance légale d'accès à l'enseignement supérieur.

Des moyens financiers importants seront nécessaires, notamment l'attribution dans le primaire et le secondaire, d'une allocation familiale d'étude, donnant à chaque jeune les moyens indispensables pour poursuivre ses études.

b) - Dans le supérieur : de profondes réformes mettront en oeuvre un enseignement répondant aux besoins immenses en personnel qualifié dans tous les domaines et permettant à tous les jeunes qui ont les capacités d'accéder à l'Université. Ce qui implique un véritable remodelage des structures, des méthodes et du contenu de l'enseignement .

Un enseignement démocratique donnera aux étudiants une formation générale et une formation spécialisée : sur la base d'un cycle de deux ans de préparation, d'initiation et d'orientation donnant la formation générale nécessaire à la poursuite des études supérieures, l'étudiant pourra acquérir une formation spécialisée et choisira sa voie vers la recherche l'enseignement ou la production.

A l'issue de cycle d'orientation un grand nombre d'instituts techniques supérieurs intégrés à l'Université s'ouvriront. Des passerelles entre les diverses voies permettront les réorientations.

Des liaisons étroites entre l'enseignement et la recherche donneront à l'enseignement le caractère vivant et dynamique correspondant à notre époque. Le contenu de l'enseignement sera ainsi profondément modifié et mieux adapté à l'essor des sciences et des techniques, de la connaissance dans tous les domaines.

La formation théorique et la formation pratique ne sauraient se concevoir l'une sans l'autre. Les moments pratiques devront donc être inclus organiquement au processus de formation.

Le problème de la liaison nécessaire entre l'enseignement et la production se posera dans des conditions nouvelles et favorables du fait de l'extension du secteur nationalisé.

Enfin les méthodes d'enseignements permettront aux étudiants de jouer un rôle actif. Dans le cadre de la nationalisation de l'enseignement et d'une large autonomie des Universités, les étudiants auront une place responsable grâce au développement des libertés syndicales et démocratiques dans la faculté, les cités, les campus, et par l'institution d'une véritable cogestion démocratique de l'Université par des conseils tripartite (pouvoirs publics, enseignants, étudiants).

c) - Permettre aux jeunes de poursuivre leurs études : en effet aucune réforme démocratique ne peut atteindre ses objectifs si elle ne donne pas aux jeunes les moyens indispensables pour poursuivre leurs études. Dans le supérieur l'attribution d'une allocation d'étude permettra à chaque étudiant de poursuivre à plein temps ses études en faisant disparaître toute forme de travail noir. (2)

La création d'un corps d'éducateurs de l'Education nationale rendrait progressivement possible la disparition de toute forme de travail salarié des étudiants.

d) - Des moyens importants : évidemment de telles réformes exigeraient l'attribution à l'Éducation Nationale d'un budget en rapport avec les nécessités de notre époque, les besoins du pays et l'intérêt des jeunes et des étudiants.

La réalisation progressive des objectifs posés implique que soient accordés à l'Education Nationale 25% du budget de l'Etat.

Cette nécessité pour l'U.N.E.F. d'intégrer son action aux luttes pour une réforme démocratique de l'enseignement et pour la démocratie, fonde sa participation au combat de l'ensemble des syndicats et plus largement de l'ensemble des forces démocratiques.

Il est notamment nécessaire de donner toute leur place aux rapports avec les syndicats ouvriers, les problèmes de l'Université intéressent l'ensemble de la nation et en premier lieu la classe ouvrière, le resserement des liens intersyndicaux est en effet nécessaire pour le succès des luttes étudiantes. Et, réciproquement, le mouvement étudiant peut apporter une contribution importante au développement d'ensemble des luttes.

Une telle orientation renforcerait l'audience de l'U.N.E.F. et les capacités de lutte des étudiants. En leur ouvrant une perspective elle constitue une garantie et une arme contre toutes les formes du " corporatisme ".

Conforme aux intérêts des étudiants, une telle orientation crée les conditions d'une intervention efficace de l'U.N.E.F. pour ses objectifs immédiats et d'avenir.

## B- L'ACTION A LA RENTREE

La poursuite de la mise en oeuvre des réformes du pouvoir, les nouvelles mesures envisagées contre les intérêts des étudiants, les attaques multiples contre le Mouvement imposent le déploiement à la rentrée d'une Campagne Nationale d'action et de renforcement du Syndicat.

---

(2) - sur cette importante question où s'expriment diverses appréciations, l'UNEF devrait être à l'initiative de contacts et de discussions avec les organisations syndicales et démocratiques pour trouver les formes permettant le développement d'une action commune.

Chronologiquement, les tâches peuvent être envisagées de la manière suivante :

I. - Stages de Militants organisés au niveau des A.G.E. au cours du mois de septembre : ils devraient permettre de diffuser les travaux du Congrès et de préparer efficacement les sessions pré-universitaires, ainsi que l'ensemble de l'action syndicale à la rentrée.

II - Diffusion du matériel de propagande : pendant les inscriptions la diffusion d'un numéro spécial du grand journal national que la IVe partie de ce texte propose de fonder, ainsi que du matériel spécifique des A. G. E. et des corpos devrait permettre de populariser la tenue des S. P. U. et les thèmes de la campagne nationale.

III - Tenue des Sessions Pré-Universitaires : les S. P. U. doivent permettre au mouvement

- a) - de prendre, un premier contact avec la grande masse des étudiants,
- b) - d'engager une action spécifique en direction des étudiants du premier cycle,
- c) - de populariser les thème de la campagne nationale,
- d) - de placer massivement la carte syndicale et de permettre la création de nombreux comités d'amphi.

IV - Constitution des comités d'Amphi : pour engager les luttes sur les thèmes de la campagne revendicative.

Il appartiendra évidemment au B. N. et à l'A. G. de Septembre de déterminer les thèmes et les modalités (grèves, meetings, manifestations actions inter-syndicales, etc.) de la grande campagne de lutte pour une Université démocratique.

Cette campagne nationale d'action doit être préparée par une multiplicité d'actions menées au niveau des A. G. E. et des corpos.

La convergence de ces luttes tiendra au fait qu'elles seront toutes dirigées contre une seule et même politique et unifiées par le B.N. qui impulsera la Campagne Nationale autour de grands thèmes communs.

Dans l'immédiat, les éléments déjà connus étant seuls pris en compte, on peut avancer les thèmes suivants autour desquels pourrait s'articuler la campagne :

1 - Contre l'élimination massive des étudiants, les orientation autoritaires et les barrages, pour le droit aux études :

- . pour les équivalences,
- . contre les conseils d'orientation autoritaires et les barrages,
- . pour la défense des I. P. E. S.,
- . contre l'obligation faite aux étudiants d'assister aux cours sans leur en donner les moyens,
- . etc.

2- Contre l'aggravation des conditions de vie et d'études et les réformes du système des bourses :

- . pour la défense et l'extension de la cogestion démocratique des oeuvres universitaires
- . dans l'immédiat, augmentation du nombre et du taux des bourses, . allocation d'étude.

3 - Pour la défense de la Sécurité Sociale Etudiante et de la M.N.E.F.

4- Campus et cités universitaires.

- . constructions nécessaires et implantations,
- . aménagements,
- . vie démocratique, libertés syndicales.

5- Défense des libertés syndicales et démocratique à l'Université.

- . règlements intérieurs démocratiques dans les cités,
- . salles de réunion, affichage, distribution de tracts, etc.

6 - 1er cycle :

- . campagne d'information et d'implantation,
- . contre l'orientation immédiatement spécialisée : absence de bretelles de rattrapage,
- . droit aux études "véritablement supérieures ",
- . droits des étudiants, et obligation au gouvernement, à la logique des programmes, leur bonne organisation et leur diffusion : depuis la réforme du 1er cycle les étudiants sortant de Moderne sont obligés de faire du Latin pour la licence d'Histoire, de plus, en fin d'année, les programmes de l'année suivante sont ignorés même des professeurs et du recteur.

7 - Contre l'agression impérialiste américaine et pour la Paix au Vietnam

Un tel échelonnement des tâches devra être lié à une campagne pour le renforcement du Mouvement et au placement massif de la carte parallèlement à l'essor de grandes luttes.

## ACTION INTERNATIONALE DE L'U.N.E.F.

Organisation syndicale des étudiants de France, l'U. N. E. F. s'efforce d'entretenir des relations d'amitié et de solidarité avec les étudiants des autres pays et leurs organisations représentatives, afin de contribuer à développer et à coordonner l'action des étudiants pour la défense de leurs droits, pour l'échange des expériences (notamment sur la situation et les structures universitaires, sur la condition, l'insertion et le rôle de l'étudiant dans la société), pour la défense des libertés syndicales et démocratiques, pour le développement des luttes revendicatives.

Afin de remplir ses objectifs, tant sur le plan international, que national et de défendre les intérêts immédiats et d'avenir des étudiants, l'U. N. E. F. soutient toute politique de détente internationale fondée sur la coopération entre tous les états et notamment entre les états européens, elle lutte pour la défense de la paix, et ne s'affirme pour désarmement général et contrôlé.

A l'heure actuelle où sur plusieurs points du globe de graves menaces pèsent sur la liberté et l'indépendance des peuples et sur la paix, l'U.N.E.F. se fait une obligation d'affirmer et de développer la solidarité des étudiants de France avec les étudiants et les peuples en lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, pour la liberté, l'indépendance nationale et la Paix.

Cette solidarité et l'aide apportée aux étudiants et aux peuples en lutte sera d'autant plus utile et efficace que l'U.N.E.F. par son audience et son action générale, entraînera sur une ligne claire et juste la grande masse des étudiants.

## A- LA QUESTION LA PLUS BRÛLANTE : LE VIETNAM

La guerre du Vietnam soulève à juste titre une émotion et une indignation profondes à l'Université.

Il est clair pour l'U. N. E. F. que la situation actuelle au Vietnam et en Asie du Sud-Est a pour origine la violation, par les Etats-Unis, des accords de Genève de 1954. C'est en violation de ces accords que les U. S. A. ont intégré le Sud-Vietnam dans leur système d'alliances militaires du Sud-Est Asiatique, que les élections générales prévues pour 1956 n'ont pas eu lieu, que les Etats-Unis ont introduit des troupes et du matériel implanté des bases militaires au Sud-Vietnam.

Tenus en échec au Sud par le Front National de Libération, qui contrôle et administre les 4/5 du territoire, les Etats-Unis ont porté la guerre au Nord, où, en violation de la Charte des Nations Unies, ils bombardent jour et nuit les usines, les écoles, les hôpitaux, les grandes villes et la capitale d'un état souverain et indépendant, la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU VIETNAM.

Dans la dernière période les Etats-Unis ont franchi de nouveaux pas dans l'escalade, notamment en pénétrant dans la zone démilitarisée. Acculés à l'impasse par la résistance héroïque du peuple vietnamien, sous la direction du Front National de Libération et du gouvernement de la R. D. V. les agresseurs américains multiplient leurs crimes de guerre, et aggravent ainsi la tension internationale et de danger de guerre mondiale .

La condamnation de la guerre au Vietnam et de l'agression américains atteint une telle ampleur en France et dans le monde, y compris aux U S. A., qu'elle contraint les dirigeants américains à tenter de dissimuler leur agression par des déclarations où ils essaient de se présenter comme les partisans de la Paix.

Venant d'un pays qui envoie à plus de 12 000 kms de ses frontières près de 500 000 soldats, et qui bombarde jour et nuit le territoire d'un état souverain et indépendant avec lequel il n'est pas en guerre déclarée, de telles déclarations sont évidemment démagogiques.

Par contre, les dirigeants vietnamiens, dont le peuple, victime de longues années de guerre, aspire plus que tout autre à la Paix, ont à plusieurs reprises avancé les bases d'un règlement pacifique du conflit qui ne peut qu'être fondé sur le droit du peuple vietnamien à la liberté, l'indépendance nationale et l'unité.

L'U. N. E. F. tient à rappeler à ce propos, ce que soulignait le Président HO CHI MINH dans sa réponse à Johnson du 15 février 1967 :

" Le gouvernement des USA a provoqué la guerre d'agression au Vietnam. Il doit cesser cette agression, c'est la seule voie conduisant au rétablissement de la Paix ; le gouvernement des Etats-Unis doit cesser définitivement et inconditionnellement les bombardements et tous autres actes de guerre contre la R. D. V. retirer du Sud-Vietnam toutes les troupes américaines et satellites, reconnaître le F. N. L. du Sud Vietnam et laisser le peuple vietnamien régler lui-même ses propres affaires.



"Tel est le contenu fondamental de la position en 4 points du gouvernement de la R. D. V. N. qui est l'expression des principes et des dispositions essentiels des accords de Genève de 1954 sur le Vietnam. C'est la base d'une solution politique correcte du problème vietnamien.

"Dans votre message vous avez suggéré des conversations directes entre la R. D. V. N. et les Etats-Unis. Si le gouvernement des Etats-Unis désire réellement des conversations, il doit tout d'abord cesser inconditionnellement les bombardements et tous autres actes de guerre contre la R. D. V. N.

"C'est seulement après la cessation inconditionnelle, des bombardements et de tous autres actes de guerre américains contre la R.D.V.N. que les Etats-Unis pourraient engager des conversations et discuter des questions intéressant les deux parties.

"Le peuple vietnamien ne cédera jamais devant la force, il n'acceptera jamais des conversations sous la menace des bombes. Notre cause est absolument juste. Il est à souhaiter que le gouvernement des Etats-Unis agisse conformément à la raison."

L'U. N. E. F. réaffirme sa pleine solidarité avec la lutte du peuple vietnamien et exige :

. la cessation inconditionnelle des bombardements et de tous actes de guerre contre la R. D. V. N..

. la reconnaissance du Front National de Libération comme seul représentant authentique du peuple sud-vietnamien.

. le respect des principes des Accords de Genève, ce qui implique le départ des troupes américaines et la reconnaissance du droit du peuple vietnamien à l'indépendance, à l'intégrité territoriale, à l'unité et l'auto-détermination.

Ces propositions qui constituent le contenu fondamental des déclarations en 4 et 5 points de la R. D. V. N. et du F. N. L. sont seules capables de permettre le règlement général de la situation au Vietnam.

L'U. N. E. F. se félicite du développement et de l'importance des luttes contre l'agression américaine et pour la paix au Vietnam, en France et dans le monde. L'indignation croissante et l'opposition massive de l'opinion publique mondiale pèsent d'un poids important pour la solution du problème vietnamien. L'U. N. E. F. affirme notamment son soutien à la lutte courageuse des universitaires, des étudiants et des pacifistes américains.

Pour sa part, l'U. N. E. F. se fixe pour objectif de développer plus encore les luttes à l'Université, pour isoler l'agresseur américain, gagner la grande masse des étudiants à la condamnation de l'agression et à la solidarité matérielle et politique avec la lutte du peuple Vietnamien pour l'indépendance et la paix au Vietnam.

Consciente de ses responsabilités d'organisation représentative des étudiants de France, l'U. N. E. F. se doit d'assumer les objectifs qui lui sont propres, en particulier de développer un important travail d'explication et de clarification, d'assurer plus activement la solidarité matérielle et l'essor des actions les plus larges et efficaces. Un plan d'activité précis sera soumis au Congrès par la commission internationale.

Par ailleurs, l'U.N. E. F. soutient toute initiative correspondant à ces buts et contribuant réellement au développement de la lutte contre l'agression américaine et pour la Paix au Vietnam.

## B - LES RELATIOITS INTERNATIONALES

Dans le domaine des relations internationales, l'U.N,E.F. continuera à développer une large activité, en travaillant à renforcer les liens d'amitié, de fraternité et de solidarité qui la lient à de nombreuses union nationales d'étudiants dans le monde.

L'U. N. E. F. appelle les étudiants à exprimer leur solidarité avec les jeunes et les étudiants des pays dominés par les régimes policiers et autoritaires, installés ou maintenus en place par la force.

Elle appelle au soutien des jeunes et des étudiants dans leur lutte contre le fascisme, pour la libération des emprisonnés politiques, pour l'obtention et la défense des libertés syndicales et démocratiques, pour la démocratie.

En tout premier lieu, l'U. N. E.F. soutient la lutte du peuple grec pour la libération des emprisonnés politiques, pour le retour à la légalité, et pour la démocratie ; la lutte des étudiants et travailleurs espagnols et portugais, pour leur liberté et le retour à la démocratie dans leur pays.

Elle condamne le racisme qui sévit dans les états d'Afrique du Sud et de Rhodésie, en particulier la ségrégation dans les Universités.

Elle s'efforce d'informer les étudiants français de la lutte des jeunes et des étudiants pour la liberté, l'indépendance, la démocratie, notamment des étudiants d'Amérique Latine, en lutte pour le respect de l'autonomie universitaire et pour la démocratie, d'Afrique en butte aux menées néo-colonialistes et impérialistes.

L'U. N. E. F. salue le combat et les victoires des peuples de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyanne et la Martinique pour les droits à la liberté à l'autonomie et à l'autodétermination.

L'U. N. E. F. participe en France à l'action unit et résolue de toutes les forces démocratiques notamment les comités anticolonialistes, pour la solidarité avec les peuples opprimés. Elle apporte une aide concrète matérielle et politique aux organisations d'étudiants étrangers en France qui luttent pour ces objectifs.

## C- L'U - I - E

L'Union Internationale des Etudiants rassemble largement les organisations nationales représentatives dont le but est la défense des droits des étudiants, pour un avenir meilleur, contre l'impérialisme, le colonialisme et pour la paix.

Les activités et le fonctionnement de la Conférence Internationale des Etudiants (C. I. E.) ont amené l'U. N. E. F. à rompre avec celle ci.

Par contre l'U. N. E. F. est adhérente à l'U. I. E. dont le dernier Congrès l'a confirmée comme membre du comité exécutif.

Dans la dernière période l'U. I. E. a développé son audience, sa représentativité et son activité, notamment pour la défense des intérêts et des droits des étudiants. L'U. N. E. F. travaille activement à faire de l'U.I.E. l'organisation de plus en plus largement représentative des organisations nationales d'étudiants représentatives.

Elle contribue au développement de son activité dans tous les domaines et notamment par son apport spécifique sur les problèmes de la réforme démocratique de l'enseignement.

Dans son activité, l'U. N. E. F. travaillera à renforcer l'unité du mouvement international des étudiants.

## L ' U . N . E . F \_

### A - NECESSITE DE L' U. N. E. F. COMME SYNDICAT DE MASSE

Les mesures mises en oeuvre par le gouvernement ainsi que ses projets, mettent en cause les études de la grande masse des étudiants... En explicitant leurs revendications immédiates et à long terme et la nécessité d'une réforme démocratique de l'enseignement, en organisant la lutte pour ces objectifs allant dans le sens des intérêts des étudiants, l'U. N. E. F. crée les conditions du renforcement de son audience et de l'élargissement de sa représentativité.

L'U. N. E. F. a donc comme vocation d'être représentative de la grande masse des étudiants. Ceci loin d'être en contradiction avec une orientation excluant tout corporatisme en est le fondement. Le caractère progressiste d'une orientation se mesure notamment par les luttes qu'elle permet d'impluser.

.../...

Or ces luttes n'auront d'efficacité que par l'ampleur que leur assurera la participation active de la masse des étudiants. Cette participation active dépend certes de la pédagogie syndicale, mais cette dernière n'a d'efficacité qu'autant qu'elle s'appuie sur les besoins et les revendications correspondants aux problèmes des étudiants.

Ainsi le rejet de toutes les conceptions ramenant le syndicat à une organisation étroite et minoritaire répond à un double impératif : rassembler les forces indispensables à la menée de batailles efficaces, et fixer à ces luttes des objectifs à court et long terme correspondant à la situation réelle de l'Université et aux intérêts des étudiants.

### B - QUE VEUT DIRE SYNDICAT DE MASSE ?

La conception du syndicat de masse s'articule autour de trois idées essentielles. ...

1) - Le Syndicat prend en charge tous les problèmes des étudiants relatifs au déroulement et à la poursuite des études, que ce soit, leurs conditions de vie ou d'études ou le cadre structurel de l'Université.

L'expérience montre d'ailleurs que s'il est possible de répartir en catégories ces diverses questions, elles sont de fait en étroite inter-relation. Par exemple les réformes des structures de l'université et les projets de la commission Aigrain sont une seule politique appelant une vision globale pour une réponse d'ensemble de l'U. N. E. F.

Ainsi il appartient au Mouvement de développer toutes les luttes et d'établir une orientation dégagant les points essentiels de la politique qu'elle combat et avançant les exigences fondamentales des étudiants.

2) - Le syndicat unit les étudiants sur la base d'une plateforme revendicative précise.

Les propositions avancées dans la deuxième partie de ce texte répondent à cette nécessité et permettent de développer toutes les luttes sur chaque problème partiel ou local et parallèlement une réelle convergence de ces luttes fondées, non sur un mot d'ordre (quelqu'il soit) "unifiant", mais sur la mise en avant de leurs aspects essentiels et communs.

La précision et la clarté de la plateforme de l'U. N. E. F. permettent d'unir pour ces objectifs communs répondant à leurs intérêts, les étudiants qui par ailleurs participent à des idéologies politiques, religieuses, etc.

3) - le syndicat, de masse implique la démocratie syndicale. La participation active de tous les militants à la vie du syndicat est un gage de la validité de l'action de ce dernier. Ainsi c'est aux militants qu'il appartient de décider de l'action et de contrôler l'application des mandats qu'ils donnent aux directions qu'ils élisent.

Il importe d'éviter l'introduction dans la vie du syndicat de débats et de préoccupations qui lui sont extérieurs; Ouvert à tous, le syndicat se doit de juger l'activité de chacun en fonction du travail effectué pour mettre en pratique ses décisions. Une telle conception revient à faire jouer un rôle décisif dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de l'U.N. E. F. aux comités d'amphis qui permettent de rassembler tous les syndiqués et d'être en contact et de connaître l'opinion des non-syndiqués.

### C - ROLE DE L'UNEF.

Le fondement du syndicat est la défense des intérêts de ceux qu'il représente. Ainsi son rôle et son activité sont multiples.

Face à la politique contraire aux intérêts des étudiants sa première tâche est d'organiser les luttes pour les droits et revendications de ceux-ci.

Organisation collective le syndicat permet à chaque étudiant de ne pas aborder seul les difficultés particulières qu'il rencontre. l'U.N.E.F. se doit d'apporter des conseils, une aide, et d'intervenir pour résoudre les multiples problèmes que rencontrent les étudiants surtout dans cette période de mise en place des nouvelles structures de l'Université.

Le syndicat met en oeuvre un certain nombre de services répondant aux besoins matériels immédiats des étudiants, par exemple service de photocopies, etc.,

Enfin le syndicat a des activités diverses, soit directement, soit par l'intermédiaire d'association qu'il anime dans les domaines de loisirs, vacances, sportifs, etc ...

Pour le domaine culturel l'U.N.E.F. intervient non seulement pour organiser des activités culturelles, mais aussi pour organiser l'action pour les possibilités de création et de diffusion de la culture. Elle lutte notamment contre les formes directes et indirectes de censure et contre les obstacles financiers à la création.

Dans tous les domaines d'intervention le syndicat agit en conformité avec son orientation générale.

### D - LES INSTANCES DE L'U.N.E.F.

Le bon fonctionnement des instances de l'U.N.E.F. est une condition importante de l'épanouissement de la démocratie syndicale et de la mise en oeuvre de l'orientation et des décisions du syndicat.

Confrontés aux problèmes quotidiens des étudiants, en contact direct avec les non-syndiqués, le comité d'amphi joue un rôle primordial de l'orientation dans le travail permanent de recrutement, un rôle décisif dans l'élaboration de l'orientation, dans la définition des revendications et des formes d'action du Mouvement. Son activité permet de dégager les cadres syndicaux dont l'U.N.E.F. manque actuellement.

La corpo a pour tâche de coordonner l'activité des comités d'amphis et de diriger leur action d'ensemble.

L'A.G.E. outre la coordination des corpos s'attache aux problèmes d'ensemble de l'Académie, notamment les problèmes de développement universitaire, d'avenir professionnel liés à la situation infrastructurelle locale, les problèmes des cités en liaison avec les comités de résidents et plus largement des oeuvres universitaires.

Si le développement des actions locales et partielles est essentiel dans la mise en oeuvre d'une action revendicative d'ampleur, il reste que seule la convergence de ces actions dans une intervention au plan national donne au mouvement les perspectives nécessaires à une bonne orientation des luttes et permet leur maximalisation.

De ce fait, la direction nationale joue un rôle déterminant d'impulsion et de coordination de l'action de l'U.N.E.F. Ici encore apparait l'importance décisive du respect absolu de la démocratie syndicale comme condition de l'essor des luttes revendicatives. La tâche des directions est d'appliquer scrupuleusement leurs mandats. Ainsi prenant appui sur l'activité des corpos et A.G.E. prenant ses décisions sur la base de l'opinion et des possibilités réelles des A.G.E. le Mouvement se donnera les moyens d'une intervention effective. Une amélioration qualitative devra donc être apportée aux rapports du E.N. avec les A.G.E. notamment de province.

Un grand effort doit être effectué pour relancer et coordonner l'activité des Offices qui sous la direction du B.N. jouent un rôle irremplaçable pour aider et coordonner l'activité des corpos d'une même spécialité.

## E - LA FORMATION

La formation a une importance particulière pour l'U.N.E.F. Elle permet aux militants de mieux connaître et comprendre l'orientation du Mouvement et ainsi de participer plus activement à son élaboration dans les organismes délibératifs du syndicat ainsi qu'à son application.

L'efficacité et le succès de toute politique de formation est corrélaire de la relance de l'activité du Mouvement.

Des stages de formation doivent en premier lieu être organisés, dès la rentrée, au niveau des comités d'amphis et des corpos. Parallèlement la nécessité des stages locaux et nationaux se fait sentir :

- Stages généraux portant sur l'orientation d'ensemble du Mouvement.
- Stages particuliers portant sur telle ou telle responsabilité : social, trésorier, information, etc ...

## F - L'INFORMATION

L'information est un tâche permanente du syndicat. Le travail effectué par les comités d'amphis, les bulletins qu'ils devraient éditer, les journaux de corpos, d'A.G.E. est la base irremplaçable de tout travail d'information.

Le bureau national a ses tâches propres. Elles répondent là encore à la nécessité de coordination, d'aide et de convergence de l'action des A.G.E. Le bureau national doit donc tout mettre en oeuvre pour réaliser un journal de masse syndicale qui appuierait et diffuserait l'orientation et les campagnes de l'U.N.E.F. Une étude sur cette question pourrait être soumise à la discussion de l'A.G. de Septembre.

Complémentairement à ce journal de masse, le B.N. doit éditer de fréquents bulletins d'information pour aider le travail des comités d'amphis, corpos et A.G.E.

## G - LES FINANCES

Les difficultés financières de l'U.N.E.F. exigent un effort considérable dans la mesure où leur solution conditionne pour une part le succès des initiatives que pourra entreprendre le Mouvement. Pour y parvenir l'essentiel est le développement de l'action de l'U.N.E.F. et son renforcement.

Ainsi seront possibles d'une part une élévation importante des rentrées de cotisations et d'autre part le lancement de souscriptions apportant au Mouvement les fonds qui lui sont indispensables.

C'est d'ailleurs sur la base du soutien de la masse des étudiants que le Mouvement doit lutter contre la suppression par le pouvoir de la subvention de fonctionnement de l'U.N.E.F.

En adoptant une telle orientation, le Mouvement se donnerait les moyens de surmonter les difficultés qu'il a rencontrées dans la dernière période et de s'opposer efficacement au danger "corporatiste" aux attaques du pouvoir contre l'U.N.E.F.

Prenant en compte l'ensemble des problèmes qui se posent à l'Université et, aux étudiants, cette orientation, dégage une plateforme de revendications immédiates et montre son nécessaire prolongement dans la lutte pour la réforme démocratique de l'enseignement, ainsi que dans la participation active et originale de l'U.N.E.F. au combat contre la politique économique et sociale du pouvoir et pour des changements démocratiques.

Elle engage ainsi le Mouvement dans la voie de son renforcement comme syndicat de masse. Elle propose les actions de grande ampleur qui seront nécessaires à la rentrée pour faire échec aux projets de la Commission Aigrain, aux menaces contre la Sécurité Sociale, et plus largement pour la défense des droits et revendications des étudiants, pour une Université démocratique